78. fraude par pipeline et accaparement des terres

Le grand pipeline et les fraudes au crabe terrestre

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons mentionné en passant la tentative de Jimmy Carter de transférer les certificats de naissance de tous les faux citoyens municipaux des États-Unis que les sociétés municipales complices ont évoquée aux Nations Unies dans les années 1980.

Le fait que ces citoyens n'existent pas réellement via un contrat privé valide a apparemment manqué les deux sociétés municipales déchaînées hébergées dans le district de Columbia.

Une fois de plus, ces sociétés commerciales se faisant passer pour des gouvernements complices de l'intérêt supérieur des personnes qu'elles sont censées servir, et ont pris ces reçus de chambre de compensation. alias "certificats de naissance" offshore et les a offerts au Fonds monétaire international en garantie d'une dette accrue et aux Nations Unies en tant que fiducie politique, convertissant ainsi illégalement les Américains au statut politique étranger des "citoyens de l'ONU" sans préavis ni divulgation plus que tous les autres stratagèmes de fraude et systèmes de conversion illégaux qui ont précédé.

Le Fonds monétaire international, une idée originale de John D. Rockefeller et d'autres anciens actionnaires et investisseurs de Standard Oil ont acquis les marques, y compris le nom de marque du "Trésor américain" en 1924, et ont utilisé ce nom de manière secrète et trompeuse pour percevoir les "Impôts sur le revenu fédéral" et pour faire d'autres affaires depuis.

Bien que cela soit techniquement légal, car le Fonds monétaire international est propriétaire des marques, cela entraîne une fraude constructive généralisée car les gens sont amenés à croire qu'ils sont traités par le "Trésor américain" et non par le Fonds monétaire international dans une tentative délibérée pour éviter les soupçons.

Les gens seraient beaucoup moins susceptibles de payer une facture fiscale qui leur est adressée par le Fonds monétaire international, bien que ce soit en fait la source de la demande. Ils commenceraient également à poser des questions, comme - "Comment dois-je quelque chose au Fonds monétaire international?"

Il ne s'agit pas de la seule pratique criminelle pratiquée par ces anciens actionnaires et investisseurs pétroliers standard et leurs descendants opérant le Fonds monétaire international (FMI); ils ont travaillé sur un autre monopole de pipeline --- cette fois seulement en utilisant le système de transfert bancaire Swift dans le secteur bancaire, pour faire exactement la même chose que Standard Oil a été arrêté dans le secteur pétrolier. Ils ont établi un monopole de transfert (pipeline) sur les transactions bancaires commerciales au lieu du pétrole et ils l'ont utilisé de manière punitive contre les clients et les concurrents, siphonnant les transactions de fenêtres nocturnes, perdant sélectivement les transactions, refusant les services, etc.

Malheureusement, ces pratiques illégales et illégales ont servi à corrompre non seulement la banque commerciale, mais aussi d'autres secteurs de l'économie; les copains bénéficient d'un traitement préférentiel, d'un accès aux prêts, d'un intérêt moindre et tant qu'ils font tout ce que les auteurs veulent qu'ils fassent, un bon service sur leurs transferts bancaires. Les concurrents de l'industrie n'ont aucun accès et aucun mauvais service. Lorsqu'il sera acculé, le FMI mentira carrément et tentera d'utiliser les faux dossiers narratifs susmentionnés compilés par l'IRS pour accuser leurs victimes de blanchiment d'argent et de crimes similaires comme un moyen de dissuader les régulateurs bancaires de leur propre corruption.

Il a fallu plus de cent ans au monde pour réaliser que le monopole illégal et illégal de transfert de pipelines perfectionné par John D. Rockefeller pour contrôler et tirer profit de l'industrie pétrolière pourrait également être appliqué à d'autres industries - et a été appliqué au secteur de la banque commerciale. Non seulement il s'agit d'une fraude sémantique constructive de la part du FMI qui doit être abordée, mais le système Swift représente un monopole abusif qui doit cesser.

Ils s'en sont sortis une fois, alors ils recommencent. Et d'autres s'accrochent et jouent au même jeu. Wells Fargo met en place sa signalisation en tant que banque tout en agissant en tant que société de valeurs mobilières, dénaturant ainsi sa nature et sa fonction réelles au public. Bank of America fait la même chose.

JP Morgan et Chase Banks jouent actuellement une tromperie d'identité de marque similaire. En tant que créanciers de la faillite du SYSTÈME DE RÉSERVE FÉDÉRAL, ils ont acquis les noms et les marques de la RÉSERVE FÉDÉRALE, et à l'instar de ce que le FMI a fait en se faisant passer pour le Trésor américain, JP Morgan et Chase se font passer pour la RÉSERVE FÉDÉRALE et cherchent à contrôler en plénière le système bancaire.

Un nouveau dossier judiciaire, États-Unis. Docket gouvernemental No. OP-1670, expose les pouvoirs grotesques de surveillance et de contrôle qu'ils cherchent à exercer sur tous les comptes bancaires américains --- pouvoirs leur permettant de saisir le crédit du déposant et d'autres actifs, de geler les comptes, de refuser le service, de surveiller toutes les activités, y compris les achats individuels de marchandises , capacité de bloquer les actifs, etc.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Ces banques sont toutes organisées en sociétés et cherchent toutes à se protéger en tant que sociétés du même public qu'elles sont victimisantes. Ils doivent tous être fermés et restructurés pour servir leurs objectifs simples prévus d'une manière légale qui respecte la vie privée due aux personnes qui sont déposantes et l'obligation de toutes les sociétés de ce pays d'obéir aux Constitutions tout en opérant sur nos terres et sol.

Nous souhaitons que tous les frais bancaires soient entièrement divulgués et publiés et acceptés par les clients avant le début de tout dépôt; en l'absence de tels efforts antérieurs, seuls les frais raisonnables et habituels pour les services doivent être assumés.

Nous souhaitons que les banques soient interdites de créer des comptes séquestres ou de crédit ou d'autres comptes subsidiaires au nom de leurs déposants sans divulgation complète et accord signé concernant l'existence de ces comptes, l'objet de ces comptes et les transactions passant par ces comptes.

Nous souhaitons que les banques soient interdites d'assumer toute participation dans les actifs des déposants sur la base de l'évaluation des frais de service non facturés, de l'inactivité ou d'autres créances similaires sur la base des frais de service non facturés et non perçus et des présomptions d'abandon.

Nous souhaitons que les banques fassent tous les efforts raisonnables pour localiser les déposants et respecter les droits de propriété des déposants au lieu d'assumer une participation lorsque seul un intérêt privatif est prévu et mérité.

Nous souhaitons que toutes les activités bancaires qui entraînent le transfert de biens ou tout changement de droits de propriété soient entièrement divulguées et discutées en détail et soient acceptées sans contrainte avant tout contrat ou action entraînant un tel transfert ou changement.

Nous souhaitons que toutes les offres bancaires soient équitables en fait --- interdisant les sûretés gratuites et non acquises et les manquements au partage de crédit avec les propriétaires d'actifs.

Nous n'avons pas permis que ces sociétés soient créées afin d'être contraintes et fraudées et gouvernées par elles. Ils sont destinés à servir le bien public et s'ils ne servent pas notre bien public, ils n'ont aucun droit ni raison d'exister dans notre pays.

Ces banques se sont livrées à des activités à la fois illégales et illégales contre les ressortissants des États américains et les citoyens des États américains et les sous-traitants des sociétés municipales ont été engagés dans des fausses déclarations et des conversions illégales à l'appui de ces actes d'éviction et de ces stratagèmes de fraude constructifs.

Nous souhaitons que la fraude d'identité naissante offerte par JP Morgan et Chase Bank soit arrêtée et qu'ils soient tenus de divulguer leurs intérêts et leur identité de la même manière que nous souhaitons que le Fonds monétaire international soit contraint de divulguer sa relation avec la marque "United States Treasury.

Ce méfait des sociétés qui acquièrent des marques et des noms de marque par divers moyens, puis dénaturent ou cachent leur identité réelle derrière la marque ou la marque acquise, doit cesser.

L'utilisation et l'abus des franchises des sociétés municipales territoriales et des franchises des sociétés municipales gérées par la ville, du nom des personnes vivantes qui sont simplement présumées exister sur la base d'enregistrements non divulgués et obtenus frauduleusement, doivent également prendre fin.

Nous souhaitons que le monopole de type pipeline du système de transfert interbancaire Swift soit remplacé par un système de virement bancaire simple, transparent et privé, à l'abri de considérations politiques et
manipulation à but lucratif.

Nous avons également abordé l'accaparement des terres qui s'est poursuivi entre les mains de la British Territorial Municipal Corporation et de ses franchises d'État et d'application de titres et de descriptions fantaisistes à nos compteurs et limites arpentés des terres et des biens fonciers. Cela a été fait dans le cadre du processus délibéré de faux enregistrement qui a ensuite donné lieu à la fausse présomption égale selon laquelle nous sommes des sujets britanniques et, par conséquent, présumé être des résidents et des locataires sur notre propre terre.

Cette pratique était si répandue, si pernicieuse et si résolument non divulguée et déformée que les Américains n'étaient pas au courant de ce que faisaient ces criminels.

Semblable au fait que le FMI se déforme en tant que Trésor américain, ces titres fonciers et descriptions ont été secrètement appliqués aux parcelles de terres et de sols appartenant à des Américains individuels sous la couleur de la loi, puis utilisés pour les dénaturer davantage en tant que parcelles appartenant à des municipalités décrites comme résidentielles, propriétés agricoles ou commerciales.

C'est l'équivalent de la revendication en col blanc sautant sous la couleur de la loi.

Nous avons des raisons de croire que le gouvernement britannique agissant sous les auspices du monarque britannique a promu l'ensemble de ce programme et a chargé ses agents étrangers non déclarés travaillant pour la Couronne britannique (avocats du barreau) de former des "associations nationales" pour la gestion de tout cela prétendument " abandonné "la terre américaine et d'agir" pour" tous les domaines de marins britanniques simplement présumés à exister détenus au nom des Américains.

Cela a conduit ces soi-disant «associations nationales» à contrôler et à taxer de grandes surfaces de nos terres et de nos sols et à évaluer les impôts fonciers et à contracter des prêts contre nos terres et nos sols, qu'ils ont utilisés comme garantie pour eux et leurs dépenses sous «Masterline et accords de Masterform ", comme s'ils étaient les propriétaires réels et que nous étions leurs serfs et locataires, le tout sans tirer ni contribuer un sou.

Les fraudeurs territoriaux et les sociétés municipales gérées par la ville participent à ce stratagème de fraude absurde depuis les années 1930, de sorte qu'aucune terre ou sol réel n'a légitimement

échangé de mains dans ce pays depuis le début du British Entitlement Scheme.

Actuel Territorial britannique États-Unis. Les citoyens ont toujours «résidé» ici en vertu des dispositions de la loi sur la résidence et n'ont jamais pu posséder de terres dans ce pays. Leurs intérêts immobiliers ont été limités à une tutelle sous le monarque britannique, les individus agissant en tant que locataires. En enregistrant des bébés américains en tant que sujets britanniques, les greffeurs ont pu présumer légalement que toutes nos terres étaient détenues dans le cadre d'un arrangement similaire --- et cela semble être l'une des principales motivations de toutes les fausses enregistrements,

Cela a permis à ces escrocs et agents étrangers non déclarés d'utiliser nos terres et nos sols en garantie de leurs dettes et de nous imposer des impôts fonciers en vertu de la fausse présomption selon laquelle nous étions apatrides ou adoptions volontairement les États-Unis. Citoyenneté.

Tout cela aurait pu être et aurait dû être évité si ces sous-traitants avaient simplement opéré de bonne foi comme l'exigent leurs contrats de service, mais les tentations de l'intérêt personnel et les plans des hommes mauvais en haut lieu les ont guidés à la place --- et cela a conduit les Américains à payer des milliards de dollars en impôts fonciers et autres impôts et intérêts fiscaux --- que nous ne devions jamais.

Nous souhaitons que les actifs purs et durs soient restitués gratuitement et clairement et sans encombrement aux personnes auxquelles ils appartiennent réellement, ainsi que tous les intérêts matériels et immatériels bénéfiques.

Nous souhaitons le retour de nos jetons et crédits d'argent dérobés et de tout ce qui a été volés par la loi par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs diverses franchises et agences de l'État d'État et sociétés affiliées agissant sous leur direction.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

25 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:33 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:33 UTC by Bee